

# Avenir de la langue française

Journal de l'association Avenir de la langue française

n°53 - septembre 2014

Association loi de 1901, créée en 1992, agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la Communication

Membre de la Conférence des OING et OSC de *La Francophonie*

## L'ÉDITORIAL d'Albert Salon



ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
LA FRANCOFONIE

### Et si nous essayions la Francophonie ?

#### La Francophonie-communauté et la coupable négligence de nos « élites »

La classe politique française porte depuis le milieu des années 1970 la responsabilité principale du désarmement politique, militaire, industriel, économique, culturel et spirituel du pays. Cette classe est décalée et dépassée, confite dans les petites manœuvres, l'impuissance et le déni, dans la soumission à Washington, New York et Londres, à Bruxelles, Berlin et Francfort, à Pékin, Riyad et Doha.

Dans cette « grande démolition », la langue française et la Francophonie en tant que communauté sont parmi les premières atteintes. Alors que – et parce que – elles constituent un énorme potentiel pour tous les francophones, les pays membres et l'humanité ; potentiel trop négligé depuis quarante ans, à l'instar de l'espace maritime français, deuxième du monde, 11 200 000 km<sup>2</sup>, juste derrière celui des États-Unis.

Le contexte mondial actuel est celui de redoutables attaques concertées subies par le français au Canada, y compris au Québec, dans toute la Suisse, au Val d'Aoste, en Belgique, en France même, alors que le réveil d'une volonté politique des Français et de leurs partenaires francophones de jouer ensemble tous les atouts que la francophonie leur offre pourrait encore changer la donne.

Le dossier de ce numéro vise à soutenir une implication beaucoup plus forte de la France en Francophonie, en lien avec les grandes communautés de langue maternelle française : Québec et Acadie, Suisse romande, Wallonie, Val d'Aoste, et le reste de la Francophonie...



Dans ce contexte, la succession du secrétaire général de l'OIF, M. Diouf, prend un relief particulier. Pour la France et la Francophonie, il s'agit de sortir de l'aboulie morose, des pièges qui les enferment, de surmonter l'indifférence-remords et de choisir l'avenir-action : tels sont les défis que toutes les associations, travaillant en synergie, veulent aider à relever !

*Albert Salon,  
président d'ALF*

# SOMMAIRE

<b>ÉDITORIAL</b>	<b>1</b>	<b>BRÈVES</b>	<b>26</b>
Et si nous essayions la Francophonie ? (A. Salon)	<b>1</b>	- Le sommet des chefs d'états de la Francophonie à Dakar	<b>26</b>
<b>VIE DE L'ASSOCIATION</b>	<b>3</b>	- Forum mondial de la langue française annoncé pour juillet 2015 à Liège	<b>27</b>
- Des combats sur plusieurs fronts	<b>3</b>	- La Bibliothèque Nationale du Maroc portée à la tête du réseau francophone numérique	<b>27</b>
- Communes de France (Où nous en sommes)	<b>3</b>		
- Communes de France (exemple de lettre)	<b>5</b>	<b>COURRIER ET OPINIONS</b>	<b>28</b>
<b>FRANÇAIS ET FRANCOPHONIE DANS LES INSTITUTIONS</b>	<b>7</b>	- Nos combats pour la langue ne sont pas toujours perdus d'avance (L. Staubach)	<b>28</b>
- Lettre ouverte de la Première ministre sortante du Québec	<b>7</b>	- Est-il honteux de parler français ? Sans doute, mais seulement en France (M. Rousset)	<b>29</b>
- « Bienvenue au métèque » – Jean Clair (G. Dalens)	<b>8</b>	- Langue française et franglais ridicules (D. Quatrelivre)	<b>29</b>
- « Il faut créer un esprit de croisade ! ». Hommage à Philippe Rossillon	<b>10</b>	- Union européenne : le processus d'intégration devient un processus de colonisation ! (G. Jucquois)	<b>30</b>
(B. Lecherbonnier)		- Lettres d'une Québécoise sur le militantisme francophone (M-M. Vallée)	<b>30</b>
<b>DOSSIER</b>	<b>12</b>	- L'imposition de l'anglo-américain, volonté politique des États-Unis (C. Durand)	<b>32</b>
<b>La Francophonie organisée et l'OIF</b>	<b>12</b>	- La richesse d'un vocabulaire qui se perd (J. de Bruchard)	<b>33</b>
- Politiques proposées, Université et Francophonie, succession d'Abdou Diouf	<b>12</b>	<b>PARUTIONS SIGNALÉES</b>	<b>34</b>
- Francité, Francophonie, francosphère	<b>12</b>	- Le Petit Dico français-français	<b>34</b>
- L'université de Lyon 3 et le développement des institutions de la Francophonie (M. Guillou)	<b>19</b>	- Le Grand Dictionnaire terminologique (GDT)	<b>34</b>
La francophonie en Asie, atout négligé par la France (P. Delalande)	<b>22</b>	- La France en Amérique du Nord et en outre-mer	<b>35</b>
- Hommage à M. Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF pendant 12 ans (A. Salon)	<b>24</b>	- Le français – Une passion nationale	<b>35</b>
		- Mille ans de langue française	<b>36</b>

<p><b>Directeur de la publication et président de l'association :</b> Albert Salon</p> <p><b>Anciens présidents :</b> Dominique Noguez, Philippe Rossillon, Bernard Dorin (président d'honneur)</p>	<p><b>Site internet :</b> <a href="http://www.avenir-langue-francaise.fr">www.avenir-langue-francaise.fr</a></p> <p><b>Adél. :</b> <a href="mailto:avenirlf@laposte.net">avenirlf@laposte.net</a></p>
<p><b>Comité de rédaction :</b> Jean-Louis Chédin, Catherine Distinguin, Denis Nardin, Albert Salon</p> <p><b>Secrétaire de rédaction :</b> Arnaud Danloux-Dumesnils Photographies A. Danloux, J. Boissinot, DR.</p>	<p><b>ISSN 1290.6263</b> Dépôt légal à parution</p>
<p><b>Rédaction et siège de l'association :</b> 34 bis, rue de Picpus, 75012 Paris Tél. 01 43 40 16 51</p>	<p><b>Imprimé par nos soins</b> <b>Adhésion à l'association :</b> 40 euros (abonnement au bulletin inclus) <b>Vente au numéro :</b> 3 euros</p>

## VIE DE L'ASSOCIATION

### Des combats sur plusieurs fronts

Nous constatons l'intérêt recueilli par le dossier de notre numéro 52 sur la Charte européenne des langues régionales et minoritaires (disponible au siège d'ALF).

ALF entretient la mémoire des luttes pour le français et la Francophonie ; notre association prépare avec un historien-essayiste un livre sur Philippe Rossillon et un autre sur l'histoire de la construction francophone avec l'appui de l'OIF.

Dans le combat vigoureux contre le projet de loi Fioraso d'enseignement en anglais dans nos universités et grandes écoles, qui fut, avec un certain retentissement médiatique, notre grande affaire de 2013, nous constituons maintenant des dossiers avec des preuves flagrantes de formations diplômantes pour les Français qui sont dispensées exclusivement en anglais, en infraction évidente aux amendements obtenus le 22 juillet 2013. Notre objectif est de nourrir des recours contre les contrevenants devant les juridictions administratives. Ceux de nos lecteurs qui constatent de telles infractions sont invités à nous en donner des preuves précises et à écrire aux chefs des établissements concernés pour exiger au moins une part d'enseignement en français.

Notre campagne auprès des communes, autre grande affaire, fait l'objet de développements particuliers ci-dessous.

Toutes les associations porteuses de ces combats, réunies le 21 juin 2014 à cet effet, ont décidé de conforter leur stratégie et leurs actions communes.

Répandez ces informations autour de vous, pour amener des adhérents nouveaux, des militants, des mécènes, des legs : nous avons bigrement besoin de bonnes volontés et de moyens !

*Albert Salon*

### Campagne « Communes de France pour la langue française »

## Où nous en sommes

### Comment aborder votre maire

Il y a 36 600 maires en France à voir ou à joindre par courrier...



Avenir de la langue française (ALF) et le Forum pour la France (FPF), soutenus par 30 associations françaises, appellent les maires de France à se joindre à leur grande campagne nationale « Communes de France pour la langue française », pour lutter contre l'offensive que la langue française subit.

Le peuple refuse le « globish-pour-tous » que de prétendus dirigeants et élites veulent imposer à la place du français. Le référendum restant interdit de fait, notre but est de faire remonter la *vox populi* par les

communes, et de présenter le 20 mars 2015, Journée mondiale de la Francophonie, un ensemble de votes de municipalités représentatif de notre diversité géographique, politique, culturelle, qui équivaldra à un référendum d'initiative populaire.



La campagne a déjà recueilli les votes de plusieurs dizaines de communes, dont les emblématiques Brantôme, Brienne, Chablis, Creil, Évian, Le Touquet, Maisons-Laffitte, Montfermeil, Mortagne-au-Perche, Pézenas, Pompadour, Saumur, Thonon-les-Bains, Verdun, Vézelay, Dumbéa (Nouvelle-Calédonie), et Ans (Belgique)...

Chacun de nos adhérents a, au moins, son maire à convaincre ! Le manifeste, son mode d'exploitation et la liste des votes déjà obtenus, sont disponibles sur le site d'ALF et à son siège.

Ceux qui vraiment ne peuvent aller voir leur maire ou lui déléguer des amis pour le convaincre *viva voce* de faire voter notre manifeste en conseil municipal, devraient au moins lui écrire.

Une inspiration peut leur être fournie par des échantillons des centaines de lettres qu'ALF a envoyées, et des délibérations reçues en réponse. Chacun peut les demander rue de Picpus. Pour vous apporter un simple repère-appui, veuillez trouver ci-après le texte d'une de ces lettres « ciblées » (adaptées à chaque destinataire). Il s'agit de Bastia, qui n'a pas encore voté.

**L'ÉCHO CORREZE - 6 - Lundi 11 août 2014**

**ACTUALITÉ**

**POUR LA DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Quarante associations de protection de la langue française s'inquiètent de son anglo-américanisation « imposée par les élites ». Refusant la montée du « globish », elles regrettent l'absence de référendum pour exprimer attachement ou rejet. Elles ont donc décidé de faire remonter la voix populair par les Communes de France.

Elles ont appelé de nombreux maires à se joindre à leur campagne nationale. Leur objectif est de présenter le 20 mars 2015 l'équivalent d'un référendum populaire par un manifeste voté par des centaines de conseils municipaux représentatifs de la diversité géographique, politique, culturelle et linguistique de la France.

A ce jour, cinquante communes ont adopté le manifeste, dont Tulle, le 23 juin dernier et Arnac-Pompadour.

Les élus et les citoyens qui souhaitent voir voter au plus tôt leur commune peuvent obtenir le manifeste et les documents pertinents à « Avenir de la langue française », 34 bis, rue de Picpus, 75012 Paris. 01 43 40 16 51. [avenirif@laposte.net](mailto:avenirif@laposte.net) et [www.avenir-langue-francaise.fr](http://www.avenir-langue-francaise.fr).

Le président de cette association est Albert Salon, docteur d'État ès Lettres, ancien ambassadeur, commandeur du Mérite national.

Tant de communes ont des liens avec notre démarche, qu'il suffit de chercher ces liens au cas par cas. Une encyclopédie sur papier et Google ou Wikipedia pour les « branchés » vous les révéleront.

Cela vous permettra de composer une lettre originale et de l'envoyer, d'abord éventuellement par courriel si vous maniez l'ordinateur, puis par la poste, avec le manifeste, notre « Appel aux maires » et la liste des communes votantes, qu'ALF vous aura procurés sur simple demande.

Après un vote positif, essayez d'obtenir la parution de quelques articles le signalant dans la presse locale et régionale, souvent ouverte à ce genre d'informations...

Nous avons vraiment besoin de votre bonne volonté et d'un peu de votre temps.  
Courage !

Albert Salon



## Exemple de lettre à un maire



*Voici, à titre d'exemple, la lettre adressée il y a quelques mois au maire de Bastia, qui n'avait pas répondu, et auquel un autre élu a succédé le 30 mars 2014.*

*Le paragraphe sur la langue corse peut être transposé et adapté à toute commune à langue régionale forte.*

« Monsieur le Maire,

Ancien ambassadeur, docteur d'État ès lettres, connaissant vos convictions républicaines, notamment par mon ami le colonel Alain Corvez que vous avez rencontré à la Fondation de la France Libre lors du dîner en hommage à Fred Scamaroni, et sur sa suggestion, je sollicite, au nom d'Avenir de la langue française (ALF) que je préside, et de 40 associations tant françaises (32) que québécoises et wallonnes,

agissant en synergie, votre implication personnelle dans la grande campagne nationale « Communes de France pour la langue française » qu'elles ont lancée ensemble. Dans ce domaine vital pour notre avenir, vous trouvez nos propositions de politique sur notre site [www.avenir-langue-francaise.fr](http://www.avenir-langue-francaise.fr).

En vertu de la loi Toubon de 1994, dont ALF avait rédigé l'esquisse, nous avons lancé dès janvier 2013 le débat dans tous les médias nationaux contre l'article 2 du projet de Mme Fioraso qui ouvrait les vannes de l'enseignement en anglais dans nos universités.

L'ampleur du débat a conduit au vote d'amendements déposés ou soutenus par 40 députés socialistes menés par M. Pouria Amirshahi, ainsi que par des parlementaires de l'opposition notamment MM. A. Fasquelle, J. Legendre, J. Myard, etc.

Depuis lors, nous intensifions notre campagne nationale « Communes de France pour la langue française » et l'étendons à d'autres peuples de langue maternelle française. Nous voulons présenter ce grand bouquet comme équivalant à un référendum d'initiative populaire pour le français et contre l'imposition du « globish-pour-tous ». Nous voulons avoir réuni à l'automne 2014 un grand bouquet de votes du manifeste ci-joint par d'assez nombreux conseils municipaux représentatifs de toutes les diversités françaises : régionale, politique, linguistique.

La porte du référendum restant cadenassée, nous voulons faire remonter politiquement la *vox populi*, très attachée, dans tout le pays, à notre langue, sans préjudice des langues régionales.

Pour cela, chaque commune, petite ou emblématique de notre histoire, compte. Parmi les emblématiques, Brantôme, Chablis, Maisons-Laffitte, Montfermeil, Pompadour, Saumur, Verdun et Vézelay, ont déjà voté notre manifeste. Nous en espérons d'un peu partout.

Or, Bastia, ville d'art et d'histoire, est emblématique de la Corse et de la France. Bastia a vu naître, agir et s'illustrer des généraux de l'Empire, des résistants : Pierre Griffi et Jean Nicoli, ainsi que le magistrat et maire Hyacinthe de Montera. Celui-ci fut aussi un pilier de la promotion du français et de la Francophonie avec Philippe Rossillon, ancien président d'ALF. Enfin votre concitoyen Angelo Rinaldi, de l'Académie française, a présidé Défense de la langue française, l'un de nos principaux partenaires parmi les porteurs de la présente campagne.

Le vote de Bastia aurait donc valeur d'exemple en France et ailleurs en Francophonie, par exemple dans toute la Wallonie où la ville d'Ans (27 000 hab.) a voté le manifeste.

Vous souhaitez sans doute marquer qu'affirmer la langue de la République ne saurait porter préjudice au rôle propre de la langue corse, même dans l'actuel débat sur la co-officialité. Je vous suggère alors d'ajouter au manifeste à présenter au vote du conseil le paragraphe suivant :

*« Le conseil municipal de Bastia tient à affirmer que son attachement au français, langue de la République selon l'article 2 de la Constitution, et son refus de le voir remplacer par une langue étrangère sont parfaitement compatibles avec son attachement profond au corse vivant, qui fait partie du patrimoine de la nation selon l'article 75-1 de ladite Constitution. »*

Si vous partagez leur souci, nos associations vous prient de vous impliquer personnellement dans cette campagne nationale de sauvegarde et d'affirmation politique du français.

Elles vous suggèrent alors :

- 1) d'amener votre conseil à voter notre manifeste et d'envoyer à ALF sa délibération ;
- 2) d'entraîner des collègues maires dans les 6 cantons de Bastia, et de toute votre circonscription législative.

Après ce vote, vous pourrez juger intéressant pour votre commune et les autres votantes de se présenter chacune par un article vendeur et quelques photos ou vidéos sur le site consacré à notre campagne, présenté au verso de l'appel aux maires ci-joint. Si vous souhaitez participer, article, vidéos et photos sont à nous envoyer pour transmission au sitemestre.

Ce peut-être une ouverture internationale francophone intéressante pour les communes votantes.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, etc. »

## FRANÇAIS ET FRANCOPHONIE DANS LES INSTITUTIONS

### Lettre ouverte de la Première ministre sortante du Québec

*Le Parti québécois ayant été battu lors des législatives d'avril au Québec, la Première ministre sortante, Mme Pauline Marois, a envoyé une lettre ouverte aux Québécois. Un bilan, et surtout un émouvant appel, qui ne peuvent laisser indifférents les Français et tous les francophones. Extraits.*

« Ça n'a pas toujours été de tout repos,  
mais je ne regrette rien »

#### *Prendre soin de notre monde*

Nous avons beaucoup fait en matière de solidarité sociale. Une des principales raisons



Pauline Marois *La Presse canadienne*,  
photo Jacques Boissinot

pour lesquelles j'ai fait de la politique, c'est pour pouvoir prendre soin de notre monde.

Nous avons [...] agi pour préparer l'avenir. Nous avons adopté une première loi-cadre sur l'économie sociale, élargi l'accès à l'aide juridique, augmenté la prestation de base à l'aide sociale et le financement consacré à l'action communautaire. Nous avons adopté un plan d'action contre la violence conjugale

et présenté une politique de lutte contre l'itinérance.

En éducation, nous avons mis fin à la crise sociale que traversait le Québec et rétabli le dialogue avec les étudiants. Après de franches discussions, nous avons indexé les droits de scolarité, lancé plusieurs chantiers destinés à assurer l'avenir de nos universités et bonifié substantiellement l'aide financière aux études. Nous avons également créé la maternelle dès quatre ans et investi des sommes considérables pour rénover nos écoles et nos infrastructures sportives.

#### *Des valeurs, une langue, une culture*

En matière d'identité, nous avons également été très actifs. Nous avons proposé une nouvelle charte de la langue française et une charte de la laïcité de l'État. Au moment où plusieurs sociétés dans le monde se posent des questions importantes quant à leur vivre-ensemble, il est normal que le Québec réfléchisse lui aussi.

La neutralité de l'État et l'égalité entre les femmes et les hommes sont des valeurs importantes pour nous. Les échanges sur ce sujet doivent se poursuivre. Ces questions ne sont toujours pas réglées et continueront d'interpeller les Québécois.

De même, les travaux entamés pour doter le Québec d'une nouvelle politique de la jeunesse et pour améliorer l'enseignement de notre histoire nationale sont très importants pour notre avenir.

Le Québec est une nation et doit agir comme telle. C'est donc de cette manière que nous avons traité nos sœurs et nos frères autochtones en signant des ententes historiques avec plusieurs nations, dont les Inuits, les Cris, les Hurons-Wendat, les Mohawks et les Micmacs.

### *L'avenir appartient aux Québécois*

Je souhaite donc au Premier ministre Philippe Couillard la meilleure des chances pour l'avenir. Les Québécois lui ont accordé leur confiance de façon claire. Il a toute la légitimité de gouverner le Québec et d'appliquer ses politiques.

Je me permets d'émettre deux souhaits, à titre tant de Première ministre sortante que de citoyenne du Québec. Le premier, c'est que l'on poursuive sur la voie porteuse de l'électrification des transports. C'est l'avenir du Québec.

Le deuxième, c'est que jamais un gouvernement du Québec n'oublie sa mission sacrée de défendre notre culture et notre identité, plus particulièrement notre langue qui fleurit en Amérique depuis plus de 400 ans.

*Pauline Marois, avril 2014*

## À propos de l'article de Jean Clair « Bienvenue au métèque »



*Dans un article de la revue Causeur (n°13 – mai 2014), intitulé « Bienvenue au métèque » à propos de l'élection d'Alain Finkelkraut parmi les 40, Jean Clair\*, de l'Académie française, aborde un problème déjà soulevé par Avenir de la langue française : L'élite de notre pays est-elle encore capable de porter le flambeau de la langue française ? Jean Clair paraît en douter.*

« La télévision, telle que Finkelkraut la ressuscita ce soir -là, où est-elle passée ? Disparue, disparue avec la France, avec sa langue, sa culture, avec son identité de petits Français de souche.

« Comment associer cette image d'un soir à celle qui nous est imposée quotidiennement, avec la multiplication à l'écran, sur les ondes, voire dans la presse écrite, des "merde", des "à chier", des "foutre", des "connards", des "salauds" et même d'un "ma couille" qui se voulait familier, adressé à un homme politique, lequel, au lieu de se lever et de quitter le plateau, sourit sous les ricanements du public, à peine un peu gêné.

« Écrivains, philosophes, penseurs se cachent dans leur trou. Les voyous occupent le terrain. Ceux que le maître autrefois envoyait au fond de la classe, les forts en gueule, les fainéants, les éternels ricaners, occupent aujourd'hui les plateaux. Maîtres à penser dérisoires d'un monde à l'envers, ils apostrophent, goguenards, ceux qui ont eu le malheur d'avoir été de bons élèves, hommes d'État, écrivains, artistes. On les appelle "animateurs". "Réanimateurs" plutôt : ils ont pour mission de faire réagir des masses apathiques, comme les malheureux fous qu'on électrisait dans les anciens asiles. Ils ont



le bas du visage fendu d'une balafre, pareils à "L'homme qui rit" de Victor Hugo. Chargés de commenter les aspects les plus sordides de l'actualité, ils affichent le masque du contentement. Ce sont les pitres de la modernité médiatique, agitant sarcasme et dérision, les humoristes ricanants des derniers jours, chargés de faire accepter aux "jeunes" qui les acclament bras levés, la morgue des puissants du jour...

« À l'autre bord, du côté des *"think tanks"*, on s'ingénie à inventer de nouveaux mots d'ordre : *"faire France"*, *"faire famille"* – comme on dit *"faire caca"* –, ces expressions, que nos élites utilisent sans broncher, trahissent une infantilisation sans précédent de la pensée, et lui imposent la domination de la matière, l'écrasante matière, à quoi les fragiles "immortels" que nous sommes ne peuvent guère opposer qu'une liberté de penser, fondée sur un usage réglé de la grammaire et l'emploi le plus juste possible et le plus varié des mots. »

*Puis M. Clair cite Cioran : « Le français est devenu une langue provinciale. Les indigènes s'en accommodent. Le métèque\*\*, seul, en est inconsolable. Lui seul prend le deuil de la nuance. »*

« Cioran savait de quoi il parlait. Depuis sa disparition, le français n'est plus guère parlé en Europe. Il n'est plus non plus enseigné dans les écoles de la République, où l'on a décidé non plus de sanctionner les fautes, mais de récompenser le mot qui, par hasard, dans une dictée aura été correctement écrit. Les Alliances françaises ont fermé et les centres culturels disparaissent l'un après l'autre. Le dernier mauvais coup est la vente du palais Clam-Gallas, à Vienne, qui abritait un lycée de 2 000 élèves, et des activités liées à la littérature et au cinéma français. C'est là que j'avais préparé l'exposition *"Vienne, l'apocalypse joyeuse"*.

« Il n'y aura que les métèques\*\* pour se désoler de cet effacement du français et de sa culture. Et il y aura toujours quelqu'un, un Sollers par exemple, pour ricaner en rappelant que Cioran avait été, dans sa jeunesse, militant dans la Garde de fer. Oui, mais le métèque parlait un français que peu de Français savent parler. Ce fut vrai aussi de Ionesco, son compatriote ; ou du Chinois François Cheng ; ou de Michaël Edwards, Anglais qui vient lui aussi d'entrer sous la Coupole ; ou d'Amin Maalouf, libanais ; ou de Dany Laferrière, haïtien. L'identité française se définit dans sa langue. »

*Et le titre de l'article enfonce le clou : « De François Cheng à Amin Maalouf en passant bien sûr par Alain Finkielkraut, c'est souvent parmi les français de souche récente que se recrutent les meilleurs combattants de la langue, donc de la culture. »*

*Merci à M. Clair pour son article. Voici que l'Académie française, la plus ancienne institution française (1635), se réveille, montre ses dents, comme elle l'avait fait avec le funeste projet Fioraso, et recommence à mordre, signe de vitalité.*

*Pour notre part, nous estimons qu'il faut aller plus loin ; il faut élargir le champ des combattants de la langue française ; étendre nos bras vers les autres métèques, ceux de la diaspora de la langue française, dispersés par le monde, en leur offrant le cadre d'une citoyenneté francophone. Il nous faut du sang neuf, faire surgir une nouvelle élite francophone seule à même de concurrencer notre élite défaillante, de la bousculer.*

*Tout cela ne pourra se faire sans un changement radical de mentalité. S'adapter ou crever ; c'était déjà le dilemme du prince Salinas.*



Emil Cioran  
Un « métèque » lucide

\* Jean Clair fut, en 1993, un des tout premiers signataires de l'appel publié par ALF dans le journal *Le Monde*. Il n'était pas encore immortel mais conservateur général du Patrimoine, ce qui n'est pas rien ! (NDLR)

\*\* Le mot *métèque* doit être pris dans son sens originel de « personne qui a changé de résidence » (NDLR)

## « Il faut créer un esprit de croisade ! »

*In memoriam Philippe Rossillon, un des pères français de la Francophonie*

*Bernard Lecherbonnier (photo), sous l'égide d'ALF et avec le soutien de la famille Rossillon, conduit actuellement une recherche sur l'action de Philippe Rossillon. L'objectif est, dans la perspective du cinquantenaire du Haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française, de créer un fonds Rossillon où seraient déposés tous témoignages ou archives ayant trait à la carrière du père français de la Francophonie. Cette annonce vaut appel à contributions !*



Philippe Rossillon fut parmi les fondateurs d'ALF dont il devint par la suite le président et généreux mécène.

Pendant près de dix ans, de 1961 à 1970, le projet francophone s'est construit dans les échanges entre Africains, Québécois et Français. L'histoire politique de cette page méconnue est en train de s'écrire sous la direction de Bernard Lecherbonnier et sous l'égide d'ALF. Première étape d'une recherche portant sur l'histoire des institutions francophones. Tâche indispensable quand on sait que l'OIF – hier l'ACCT – aura bientôt 50 ans !

« Il faut créer un esprit de croisade ! », voici la feuille de route donnée à Philippe Rossillon, le 29 juin 1966, par Georges Pompidou en conclusion de son superbe discours prononcé pour l'inauguration du Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française, à l'origine de toutes les institutions nationales chargées du français et de la francophonie depuis lors. Nul chevalier, mieux que Philippe, n'aura porté aussi loin le sens de sa mission.

L'énarque surdoué et turbulent a alors 35 ans. Il a déjà défrayé la chronique politique à la tête du mouvement *Patrie et Progrès* dont l'objectif était de « survivre à De Gaulle », entendez de garder et de renforcer l'héritage. Rossillon n'a pas peur des synthèses les plus audacieuses. Il aurait souhaité que l'Algérie demeurât française dans le sein d'une République socialiste. C'est tout dire...

Qu'était-ce que la francophonie pour lui ? Le génie partagé d'une langue créatrice des valeurs humanistes les plus universellement fécondes. On comprend le respect réciproque qui le liait à Senghor avec lequel il édifiera l'Agence de coopération culturelle

et technique en 1970. Et n'oublions pas non plus, ni l'exemple de Jean-Marc Léger, ni le compagnonnage de Bernard Dorin.

1970 est l'année où je l'ai connu. Nous avons en commun l'Afrique au cœur. Il aimait jeter les jeunes hommes sur la route de cette fameuse francophonie encore balbutiante. Nous sommes nombreux à avoir mis nos pas dans les siens. Écuyers du chevalier Rossillon...

Que de travail accompli en sept années ! L'homme pressé qu'il était voulait tout immédiatement.

La France n'a pas le temps d'attendre. La langue française, non plus. N'est-elle pas le parfait baromètre de la santé morale, économique et politique du pays ? Certains, aujourd'hui, feraient bien de s'en souvenir.



Qui gagne des batailles ne gagne pas nécessairement la guerre, on le sait bien. Les barons libéraux qui prennent le pouvoir en 1974 s'intéressent plus au cours du café qu'au niveau de la langue française quand ils pensent Afrique. Et surtout, n'appelons pas les cousins belges au banquet de la réconciliation. Ne fâchons ni Bruxelles, ni Ottawa, ni Berne...

De son feu intérieur Rossillon alluma en ses dernières années les pays latins qu'il parcourut, inlassable, en tous sens pour les conduire vers une Union capable de faire pièce à l'oncle Sam. Un feu d'artifice envolé avec lui en 1997. In memoriam !

*Bernard Lecherbonnier*

## La Francophonie organisée et l'O.I.F

### Politiques proposées, sommet de Dakar, Université et francophonie, succession d'Abdou Diouf

*Ceux de nos lecteurs qui cherchent des informations générales et officielles et des descriptions chiffrées sur la Francophonie organisée, notamment sur l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et ses opérateurs), les trouveront sur le site [www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)*

*Conforter et accroître l'enseignement et l'usage de la langue française dans le monde ainsi que dans la vie diplomatique et internationale où la place du français est disputée, et renforcer la solidarité privilégiée entre pays membres de la Francophonie dans les autres domaines importants de la coopération politique, économique, culturelle et le dialogue des cultures pour la paix, sont les vocations principales de la Francophonie.*

*Nous nous bornons ici à présenter le point de vue dynamique d'ALF sur le présent et le devenir de cette importante organisation internationale, chance pour ses membres et pour la France en particulier, à condition de vouloir la saisir et la valoriser.*

*Dossier établi par Albert Salon*

### Francité, Francophonie, francosphère

#### *Politique de promotion de la Francophonie proposée par ALF*

La *francité* désigne d'abord l'ensemble des communautés de langue maternelle française. S'y ajoute par extension (acception adoptée par la « Maison de la francité » à Bruxelles) l'ensemble des gens dans le monde qui ne sont pas de langue maternelle française, mais qui ont voulu assimiler pleinement la langue et la culture françaises. La francité fait partie de la francophonie au sens large, mais s'en distingue par l'intensité et la profondeur de l'assimilation. La *francophonie* (avec un *f* minuscule) a plusieurs sens : d'abord, le fait pour une personne de parler français, et pour une communauté, un peuple, un État, d'employer cette langue à quelque degré, seule ou parmi d'autres ; puis le français tel qu'il est répandu dans le monde ; enfin, sur la base de la connaissance du français, l'adhésion à certaines des valeurs qu'il véhicule. Si l'on y ajoute la *francophilie* et l'adhésion à ces valeurs en dehors même de la connaissance du français, nous arrivons à la *francosphère* selon le recteur et écrivain haïtien Gérard Bissainthe. Le Sénégalais Léopold Sédar Senghor parlait, lui, d'un « *humanisme intégral autour de la terre* ».

La *Francophonie* (avec un *F* majuscule), organisée au sein de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie), forme une communauté volontaire de 77 États et gouvernements « ayant le français en partage ». « La Francophonie » est d'ailleurs une dénomination adoptée comme synonyme d'OIF.



La francophonie diffuse et la Francophonie organisée affirment toutes deux dans la mondialisation (neutre en soi) une conception de l'homme et des relations internationales opposée tant au mondialisme ou « *globalization* » à l'américaine qu'aux replis identitaires. Elles sont refus de la prépondérance du matérialisme et du « choc des civilisations », présenté par Huntington comme inéluctable, voire souhaitable. Elles sont humanisme, respect des civilisations différentes, et dialogue des cultures ; solidarité privilégiée et exemplaire ; chance de faire vivre la diversité linguistique et culturelle. Elles sont réponse à une attente, chance pour le monde et la France. Chance non encore vraiment saisie... malgré les excellents discours des présidents de la République de 1981 à nos jours.

C'est une communauté d'États, de gouvernements et d'institutions qui ont « *le français en partage* » (Maurice Druon), éminemment différente des autres espaces géo-linguistiques tels le Commonwealth, l'hispanophonie, la lusophonie, groupements d'anciennes colonies autour de leurs métropoles. En effet, en Francophonie, à peine la moitié des pays membres a été, un temps, sous la responsabilité politique et administrative de la France. Avec certains de ses membres d'Europe centrale et orientale, elle comprend même ce que Samuel Huntington appelle la « civilisation orthodoxe » qui manque aux autres ensembles cités.



La Francophonie n'est pas un avatar de l'impérialisme ou du colonialisme. Elle ne dérange qu'en remettant en cause la résignation dominante. Elle suppose que Sisyphe veuille encore hisser son rocher. Pour cela, un immense effort d'information reste à accomplir pour montrer l'importance de la Francophonie et la chance d'avenir qu'elle représente. Car elle est encore trop occultée par les médias et par les élites dirigeantes de ses principaux membres.

Elle n'est pas une nostalgie ringarde, une « donquichotterie » sans espoir, mais une idée d'avenir qui pourrait se concrétiser, avec un minimum de volonté, selon une politique cohérente :

### I. Reconquête de la souveraineté

Prédisposée par son histoire et sa tradition d'universalisme humaniste, la France retrouve par moments sa voix propre. Elle est alors capable de soutenir l'enjeu du sommet de Beyrouth, le droit international et le multilatéralisme. Son gouvernement, dans l'affaire irakienne en 2008, et son peuple le 29 mai 2005 lors du référendum sur la Constitution européenne, ont pu repousser la tentation huntingtonienne de l'assimilation-fusion dans un Occident-Empire. Mais la France est retombée dans un demi-sommeil, elle voit de pauvres « élites » s'effrayer de son sursaut.



Elle laisse chez elle des pans entiers de son activité créatrice passer à la langue et aux modes anglo-américaines. Elle tolère que l'Union européenne, au mépris de ses statuts, traite en anglais avec les services publics français. Elle se soumet à l'UE dont l'idéologie ultra-libérale du grand marché reste dominante et liquide son industrie. Elle a toléré que Bruxelles imposât un traitement en anglais de leurs dossiers aux pays

européens candidats à l'adhésion, et à des pays francophones d'Afrique en matière d'aide.

Elle laisse s'effriter sa politique d'aide et de coopération, faite largement de solidarité privilégiée avec les pays membres de la Francophonie. Enfin, elle laisse s'étioler son action culturelle extérieure, les magnifiques réseaux privés et publics de rayonnement. Elle se met même à enseigner en anglais dans ses universités et grandes écoles...

Il s'agit pour la France de s'éveiller et de s'ouvrir à la chance qu'elle a de redevenir, avec tous les éléments épars de la Francosphère, un moteur au service de l'humanisme dans le monde ; de concevoir et appliquer une véritable politique de la Francophonie, fondée sur l'égalité de dignité.



La France, d'abord « *filie aînée de l'Église* », puis « *mère des révolutions* », est une nation fondée beaucoup moins sur une ethnie que sur une langue, une sorte de « République universaliste », une conception de l'homme, un message d'humanisme dans la diversité, une « voix dans le monde », une politique étrangère. Elle ne peut être impérialiste, ni, à l'inverse, consentir à son absorption dans quelque empire. La France doit se distinguer d'un



Baptême de Clovis :  
« fille aînée de l'église »

« Occident » étranger qui la nie et devient pour elle, comme l'UE, trop étroit, dépassé, et dangereux pour le monde. La souveraineté recouvrée permettra une vraie politique du

français et de la Francophonie. En retour, une telle politique conditionnera le plein exercice d'une souveraineté renouvelée, et d'abord de la « fierté de porter un projet d'humanité ». La Francophonie a enfin pu, le 21 juillet 2008, être ancrée dans notre Constitution (titre XIV, art. 87), avec une formule proche de celle que nos associations avaient affinée avec Maurice Schumann : « *La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage.* » Il faut faire vivre cette affirmation obtenue après seize ans de lutte d'ALF.

Une éventuelle « Politique étrangère et de sécurité commune » ne saurait entraver le développement des relations des pays membres de l'UE avec le grand large, d'abord avec leurs ensembles géoculturels tels que l'hispanophonie et la Francophonie, recommandés par le Forum social mondial de 2002 à Porto Alegre.

Il s'agit de donner à la Francophonie un « contenu de communauté » auquel l'Union ne saurait s'opposer : des préférences en matière de visas et de circulation des personnes ainsi que des biens et services culturels, de propriété intellectuelle, avec des formes adaptées de citoyenneté.

Cela vaut, *mutatis mutandis*, pour le Québec et la Wallonie.

### III. Solidarité culturelle et politique entre pays et communautés de langue maternelle française



ENGLAND

Dans l'opposition pluriséculaire entre la rose anglaise et le lys français, entre les conceptions du monde, fondamentalement différentes, anglo-saxonne et « francophone », la phase transitoire actuelle marque partout, au Québec comme en France, un recul de notre langue. Trop de nos élites poussent la France à l'anglais et à l'entrée dans l'Empire (l'OTAN en 2009 !) avec le statut de belle province touristique.



Au Québec, on dit à la « Belle Province » qu'on l'aime d'autant plus volontiers qu'elle semble se résigner à demeurer province et à s'assimiler à l'anglais, au moyen d'un bilinguisme sans cesse renforcé.

Dans ce qui est encore la Belgique, où les Flamands veulent constituer leur État, la querelle entre les deux nations fait le jeu de l'anglais et des intérêts anglo-saxons. En Suisse, juxtaposition de quatre jardins soignés et enclos, les voisins de langues différentes se parlent de plus en plus en anglais par-dessus les haies ; et le français est érodé dans le Jura bernois, dont la partie sud vient en 2014 de reporter son union avec le canton du Nord.

Toute la francité se trouve affaiblie et en situation de résistance. Elle doit donc rassembler toutes ses forces pour se redresser. D'abord, les forces de ses sociétés civiles, puisque les gouvernements des pays membres sont encore abouliques ou vassalisés. Par la voix des sociétés civiles, il faut rappeler l'Histoire (p. ex. celle de l'Amérique du Nord française : nettoyage ethnique lors du « Grand dérangement »

de 1755, politique opiniâtre d'assimilation des « Canadiens français », vol du référendum québécois de 1995) et populariser l'idée de solidarité entre toutes les communautés de langue maternelle française.

Celles qui sont hors de France doivent être invitées à soutenir les tenants du maintien de la souveraineté de la France. Nos associations et mouvements français doivent affirmer, d'abord dans le discours, puis dans l'action, leur appui à la souveraineté linguistique, culturelle et politique du Québec, à charge pour lui d'aider à son tour les minorités francophones du Canada anglais.

Nos mouvements français doivent apporter aux Wallons, et aux Bruxellois, l'assurance que, en cas d'éclatement de la Belgique, la France respecterait leur choix dans les relations à établir avec elle.

### III. Une politique française de « francosphère »

Les façades et domaines maritimes de la France (11 200 000 km<sup>2</sup>), l'existence des DOM-COM dans tous les grands océans et celle d'une francophonie sur tous les continents, rendent nécessaire que la France n'oublie pas son « grand large ». La politique de la France doit « marcher sur les deux jambes » : Europe – ouverte ! – et grand large et sa partie en français. Cela suppose de retrouver les orientations invétérées de sa politique extérieure, en conjurant des peurs.

Une première peur : celle qui assimile la coopération en Francophonie à un gaspillage d'aide à des « rois nègres » corrompus et à leurs comparses français. Or, c'est d'abord nous qui devons veiller aux détournements possibles. Une deuxième peur : celle qui associe la Francophonie et l'ouverture de nos frontières à une immigration incontrôlée.

À cela plusieurs réponses :

- ce n'est pas la Francophonie qui renforce aujourd'hui les flux d'immigrants, mais autant la demande par nos entreprises de main-d'œuvre à bon marché d'où qu'elle vienne, que l'indulgence des autorités à l'égard des importateurs et passeurs, et l'inefficacité des contrôles « Schengen » ; l'entrée de gens d'Europe orientale qui ne parlent pas français est liée à l'appartenance de leurs pays à l'UE, pas à l'OIF ;
- les immigrants sri-lankais, turcs, chinois, libyens, afghans... ne viennent pas de pays adhérents à l'OIF ;
- les élites africaines seront aspirées ailleurs si nous érigeons un barrage de visas sans distinction de niveau.



La France est depuis 1870 une terre d'immigration, comme le dynamique Brésil et... les États-Unis : Francophonie ou non, cela continuera ; dans ces conditions, une politique d'immigration négociée, sans Bruxelles, mais avec nos partenaires de la Francophonie, permettrait, sur une base de réciprocité ou de contreparties, de définir les catégories d'immigrants admis en fonction de leurs pays d'origine, de leurs niveaux de qualification



et de leur connaissance du français, ainsi que de nos propres capacités de les accueillir décemment. En somme : une politique volontariste et sélective – sans drainage de cerveaux – qui remette en cause l'espace Schengen.

Une politique qui permet l'indispensable maîtrise des flux d'entrée et favorise l'intégration-assimilation fondée sur un meilleur « dialogue des cultures », dans une laïcité véritable, aussi dans les banlieues. La France, déjà multiraciale, a intérêt à en faire une richesse plutôt qu'un handicap.

La France devra alors, en concertation avec ses partenaires, donner un contenu au dialogue des cultures, à la solidarité et à la coopération pour le développement humain, économique et culturel. Aux membres les plus riches d'augmenter fortement le volume, et surtout la pertinence et l'efficacité, de leur aide bilatérale et multilatérale au développement, tant au Sud qu'à l'Est.

Il faudra aussi, sans lier la Francophonie uniquement à la langue, corriger la dérive vers une « ONU *bis* ». Quelques pays admis ont bien moins de « titres de francophonie » et de liens avec le français que la Russie, voire la Grande-Bretagne ! À la différence de l'Hispanophonie, de la Lusophonie et du Commonwealth, la Francophonie ne se réduit pas au cercle d'une métropole entourée de ses ex-colonies : moins de la moitié des membres de l'OIF ont été administrés par la France. Il est certes flatteur que l'on souhaite plus y entrer qu'en sortir. Mais un équilibre reste à trouver : distendre les liens avec le français éloignerait des valeurs, diluerait la cohérence et diminuerait l'audience.

Il faut concevoir, au-delà de cette communauté, une reprise forte de la diffusion à l'étranger par tous les supports décrits de « rayonnement ».

#### IV. Politique de la Francophonie par l'OIF

Nos propositions consistent à :

- renforcer dans l'OIF un véritable laboratoire d'idées et recherches du fait francophone, sur « identité, culture, communication », sur la « laïcité de cohabitation » (Wolton), sur des présentations consensuelles des conflits, des guerres, des diverses colonisations, sur les formes et contenus de communication, sur la production de l'innovation culturelle, sur les lieux, moyens, de rencontres et de dialogue, en son sein, et entre elle et les autres ensembles géolinguistiques : arabophonie, hispanophonie, lusophonie ;
- conjuguer logique intergouvernementale et logique d'ONG, mobiliser les « sociétés civiles » et les militants dans l'OIF, d'abord au sein de la Maison de la Francophonie à Paris puis de son annexe proposée à Villers-Cotterêts ;
- affirmer une priorité très forte aux pays membres de la Francophonie dans l'aide au développement ;
- recentrer les actions sur la jeunesse, l'éducation et la culture, la coopération interuniversitaire, la fourniture massive de livres en français en Afrique ;



- faire mieux vivre les « volontaires de l'aide au développement en Francophonie » ;
- renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté francophone : « citoyenneté francophone adaptée », visas et passeports francophones avec de réels avantages négociés, « club francophone des grandes entreprises mondialisées » et renforcement du Forum francophone des affaires ;
- mettre fin à la distinction entre « auteurs français » et « auteurs francophones », et imposer la notion d'« auteurs de langue française » ;
- recommander aux gouvernements de mettre le drapeau de la Francophonie en évidence à côté de leur drapeau national ;
- obtenir des 76 partenaires de la Francophonie, adhérents volontaires, qu'ils donnent au français un statut au moins égal à celui qu'ils accordent à toute autre langue étrangère sur leur sol : « clause de la langue étrangère la plus favorisée » ;
- obtenir de tous les partenaires d'appliquer la convention Unesco de 2005 sur la diversité culturelle, et d'avoir une attitude commune face aux graves menaces contenues dans le projet de traité commercial transatlantique ;
- adopter la recommandation de Maurice Druon, et de hautes personnalités européennes et francophones, de réserver au français le rôle de langue de référence juridique dans les institutions européennes ;
- obtenir l'engagement des États membres à la fois de l'OIF et de l'U.E. qui reçoivent de Bruxelles des documents uniquement en anglais de les retourner tant qu'une version en français ne leur est pas parvenue, en application de la réglementation européenne en vigueur ;
- obtenir, en liaison avec l'Hispanophonie et la Lusophonie, des États ACP membres à la fois de ces ensembles linguistiques et de la Francophonie qu'ils exigent de Bruxelles le traitement de leurs dossiers d'aide au développement dans les langues de ces ensembles.



Grande œuvre pour la France et *La Francophonie* dont il s'agit d'être dignes...

*Albert Salon*

*Voir Une volonté française, Je me souviens et je projette, éd. Glyphe, Paris, 2012*

*Sur le même thème, voir dans la rubrique « Brèves », pages 26 et 27 :*

**Le sommet des chefs d'États de La Francophonie**

*et sur*

**Le prochain Forum international sur la langue française**

## L'Université de Lyon 3 et le développement des institutions de la Francophonie



Créés en 2001 par l'université Jean-Moulin Lyon 3, l'Institut pour l'étude de la Francophonie et de la Mondialisation (IFRAMOND) et la chaire Senghor de la Francophonie de Lyon qu'il accueille, forment une plateforme de formation, d'études et de recherches en matière de Francophonie et de mondialisation, une « table d'idées » francophone. L'IFRAMOND abrite, par ailleurs,

le siège du secrétariat international du réseau des chaires Senghor de la Francophonie qui est l'équivalent, pour la Francophonie, du réseau des chaires Jean-Monnet pour l'Europe.

Ces créations innovantes visent à pallier le déficit de notoriété et l'absence de visibilité dont souffre malheureusement la Francophonie. Celle-ci est, en effet, peu connue par les peuples francophones et, en particulier, par les décideurs et les jeunes, et quand elle l'est, c'est le plus souvent au travers d'un prisme néocolonial, voire colonial.

Pour beaucoup de francophones, la Francophonie est donc inaudible. Partageant encore un certain sentiment d'appartenance acquis à partir de la langue partagée, ils pensent qu'elle ne répond pas à leurs attentes et en particulier à leur aspiration légitime à vivre mieux. Ils la perçoivent de moins en moins comme moderne et porteuse d'avenir. Elle ne fait plus rêver. L'imaginaire francophone est en panne. C'est le rêve américain qui est dans les têtes.

Pour mettre fin à cette situation et susciter un sentiment d'appartenance, il faut, certes, faire en sorte que les actions francophones aient de la visibilité et soient utiles aux populations mais il faut aussi, c'est impératif, former à la Francophonie les jeunes et les décideurs. Parallèlement, un effort d'étude et de recherche est indispensable pour comprendre sa place et son rôle dans la mondialisation ainsi que les enjeux de la coopération francophone et de la francophonie politique.

Un tel besoin d'étude et de recherche existe aussi en ce qui concerne la langue française. Quel rôle moderne pour la langue française ? La question du choix linguistique dans la mondialisation se pose, en effet, avec acuité car il faut pouvoir circuler facilement dans le village global. Deux options existent : la langue unique, l'anglais, qui inféode ou le multilinguisme qui ouvre, la bonne option. La chance du français, c'est d'être le moteur, le fer de lance du multilinguisme à l'échelon local comme à l'international.



S'inscrivant dans cette vision d'un besoin de Francophonie et de français, quatre missions principales ont été prises en compte par l'IFRAMOND et la chaire Senghor de Lyon : formation, recherche, prospective, animation et gestion du réseau international des chaires Senghor de la Francophonie.

### ***Trois missions pour un bilan solide :***

#### ***Mission de formation***

L'offre de formation est au cœur des activités de l'IFRAMOND et de la chaire Senghor de Lyon. L'objectif est de délivrer un enseignement de haut niveau sur l'objet Francophonie.

Elle comporte, en premier lieu, des formations aboutissant à la délivrance de diplômes universitaires (masters, diplômes d'université en particulier) relatifs à la Francophonie et à la mondialisation. Elle comporte aussi des actions de formation destinées aux décideurs et des modules de formation à la demande financés par des organismes publics, privés, nationaux ou internationaux.

En complément, IFRAMOND et la chaire Senghor de Lyon conduisent des actions de sensibilisation à la Francophonie destinées à des responsables politiques et socio-économiques tant de la francophonie de proximité que de la francophonie intergouvernementale, cela dans le cadre d'Universités d'été.

Un manuel pédagogique « Francophonie et mondialisation » a été publié aux éditions Belin en deux tomes : *Histoire et institutions des origines à nos jours* et *Grandes dates de la construction de la Francophonie institutionnelle*.

#### ***Mission de recherche***

L'IFRAMOND et la chaire Senghor de Lyon poursuivent des recherches sur l'objet Francophonie et ses facteurs d'attractivité historiques et nouveaux ainsi que sur des sujets associés concernant les pays francophones. Pluridisciplinaires, les travaux scientifiques s'articulent autour de six pôles spécifiques : science politique et relations internationales ; histoire ; enjeux identitaires et d'appartenance ; cultures, langues et diversité ; économie et développement durable ; droit comparé des pays francophones.

Pour la diffusion des résultats de la recherche, une revue semestrielle a été créée : *La Revue internationale des mondes francophones*.

#### ***Mission de prospective***

L'IFRAMOND est un laboratoire d'idées, produisant une réflexion stratégique sur l'avenir de la Francophonie dans la mondialisation. Son ambition est également de faire rayonner à Lyon, en France et dans l'espace francophone, les diverses pensées et réflexions qui valorisent l'approche innovante de la francophonie du XXI<sup>e</sup> siècle (la troisième francophonie).

Il mène aussi, parallèlement, des études prospectives pour le compte des institutions et des membres de la Francophonie. Il est à la fois observateur et force de propositions dans son domaine.



Observatoire des travaux de recherche et des formations sur la Francophonie, il suit également l'ensemble des publications à vocation pédagogique (manuels), académique (articles, mémoires, thèses) ou stratégique (actes, documents de travail) éditées et diffusées. Il a mis en chantier la réalisation d'une banque bibliographique concernant la recherche sur la Francophonie. Il assure enfin l'animation et la gestion du réseau social « Qui fait la Francophonie ? » (QUIF).

### ***Le secrétariat international du réseau des chaires Senghor de la Francophonie***

(17 chaires : Alexandrie, Beyrouth, Chambéry, Cluj-Napoca, Dakar, Erevan, Hanoï, Libreville, Lyon, Montréal, Ouagadougou, Outaouais, Pékin, Perpignan, Timisoara, Wuhan, Yaoundé)



L'IFRAMOND accueille le secrétariat international du réseau des chaires Senghor de la Francophonie qui assure la mise en place, le suivi et l'actualisation des accords signés entre la chaire Senghor de Lyon et les chaires Senghor dans le monde qui ont pour vocation la formation et la recherche sur la Francophonie.

Sa mission comprend l'organisation et la coordination des missions d'enseignement interchaires, la formation des enseignants chercheurs et l'échange de documentation ; elle comprend également l'organisation des réunions annuelles des titulaires de chaires dont elle assure la préparation, l'animation, la préparation des ordres du jour et la restitution des travaux.

### ***L'Institut international pour la Francophonie (2IF)***

L'Institut international pour la Francophonie a pour vocation de prendre la suite, dès 2014, de l'IFRAMOND, en élargissant ses objectifs de formation et de recherche et ses partenariats avec la Francophonie institutionnelle (Organisation internationale de la Francophonie et ses opérateurs directs), les OING (notamment celles qui sont accréditées auprès de l'OIF), la francophonie de proximité (les collectivités locales et leurs regroupements), le secteur privé (les entreprises, les fédérations professionnelles), les organisations consulaires, ainsi que le monde des médias (journalistes, relais de presse, etc.).

#### ***2IF est le fruit d'un triple partenariat entre :***

- la communauté universitaire (Université Jean-Moulin Lyon 3, université de Lyon) ;
- la Francophonie institutionnelle (Organisation internationale de la Francophonie, Agence universitaire de la Francophonie, université Senghor d'Alexandrie, TV5Monde, AIMF) ;
- les collectivités territoriales (conseil régional Rhône-Alpes, conseil général du Rhône, Grand Lyon et Ville de Lyon, Association internationale des régions francophones).

#### ***Il est aussi au service d'une double ambition :***

- **francophone**
  - Former et sensibiliser les décideurs d'aujourd'hui et de demain à la Francophonie
  - Mener des recherches sur l'objet Francophonie, en particulier sur son attractivité
  - Constituer une table d'idées pour la réflexion du et sur le monde francophone
- **régionale**
  - Renforcer Lyon et Rhône-Alpes comme pôles de référence sur la Francophonie
  - Renforcer l'université Jean-Moulin Lyon 3 et l'université de Lyon comme centres d'excellence en matière de Francophonie

*Michel Guillou, président du réseau international des chaires Senghor de la Francophonie, directeur de l'IFRAMOND, membre d'ALF, ancien directeur général et recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)*

## La francophonie en Asie, atout négligé par la France

*La langue française en Asie progresse après une période de régression. Elle apparaît comme une langue de spécialisation et de différenciation. Or, l'insipide globalisation anglophone est supplantée par la recherche de produits spécifiques enracinés dans un terroir, ce que la publicité exprime. Ce peut être une chance pour la Francophonie.*

### *Quatre faits récents sont à relier*

Les publicités d'Air France 2014. Elles visent à enraciner la marque dans la culture, le territoire, l'histoire de France. Celle d'une jeune femme noire enroulée dans le drapeau tricolore exprime la diversité culturelle de la France et de ses DOM-TOM, et sa capacité d'accueil. Dans la série publicitaire, défilent la tour Eiffel, Versailles, le Moulin-Rouge, la gastronomie, etc.



Chez Volkswagen, sous le sigle du *V* et *W* enlacés, le slogan « *Das Auto* » évoque à lui seul l'enracinement de la marque dans la culture industrielle et la qualité allemandes. La publicité internationale est en train de rompre avec la globalisation insipide au profit de l'enracinement dans un terroir.

Le rapport parlementaire sur la francophonie dont le député Pouria Amirshahi est le rapporteur, déposé le 22 janvier 2014 et approuvé par l'Assemblée peu après, est un tableau complet, à jour, parfois sévère de la francophonie dans le monde et de ses enjeux pour le rayonnement de la France.

La mission d'Abdou Diouf en Asie, en mars 2014, au Vietnam et dans d'autres pays d'Asie a eu pour but d'y conforter la Francophonie. L'OIF compte 57 membres et 20 pays observateurs. Le PIB total de ces pays atteint 14 % du PIB mondial.

### *Enjeux*

La langue et son usage dans les relations économiques, diplomatiques et culturelles concourent au rayonnement d'un pays. La Chine l'a bien compris. Mais pas la France, selon le rapport parlementaire sur la francophonie : d'un côté, elle maintient ses propres institutions de diffusion du français, finance la moitié du budget de l'OIF et une grande part de celui de l'Agence universitaire de la Francophonie qui réunit 738 établissements d'enseignement supérieur dans le monde ; de l'autre, elle incite ses propres établissements d'enseignement supérieur et de recherche à utiliser l'anglais au détriment du français. Déjà en 2007, Hubert Védrine, dans son rapport au précédent président de la République sur « *la France et la mondialisation* », écrivait : « *L'indifférence des élites françaises au sort du français et de la francophonie – mis à part les spécialistes – est un scandale et une absurdité ; manifestation, sans doute, d'une sorte de déprime nationale et de faux modernisme. Se préoccuper*



*du français leur paraît une obsession de vieilles barbes, le comble étant atteint dans les milieux économiques globalisés où le snobisme, en plus de l'efficacité pratique, s'en mêle.* » Utiliser l'anglais est en effet plus pratique puisque, pense-t-on, tout le monde le parle. Mais il faut choisir entre un projet stratégique de l'influence du pays dans le monde grâce à sa langue et l'intérêt à court terme d'organismes qui veulent s'insérer dans la globalisation anglo-saxonne. Or, la France se montre incapable de faire ce choix puis de l'imposer à ses acteurs. Elle ne maîtrise pas l'enjeu, gâche des ressources publiques dans des politiques contradictoires à effet quasi nul.

### **Commentaires prospectifs**

L'évolution récente de la publicité est un indice du changement des consommateurs. Las des produits indifférenciés à diffusion mondiale, ils recherchent, par goût d'authenticité, des produits sincères issus d'un terroir. C'est une chance pour la francophonie en Asie où, selon le rapport parlementaire, elle progresse. *« En Asie, le français apparaît comme une langue de spécialisation et de différenciation qui*



**Le secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf et le président Truong Tan Sang**

*séduit. La zone est dominée par les deux grands réseaux de Chine et d'Inde, mais la dynamique est positive partout. Même dans les pays de la péninsule indochinoise, un changement est palpable après des années de dégringolade. [...] En Inde, la langue française est la première langue étrangère enseignée et progresse [...], en Chine, on apprend le français parce que c'est une langue parlée sur les cinq continents, et surtout une des langues du continent africain. 124 départements de français existent aujourd'hui dans les universités chinoises ; il n'y en avait que 32 en 2006 ; [...] au Japon, on assiste à une mutation de la représentation du français, auparavant distraction d'élite, qui traduit une prise de conscience que le français n'est pas la langue de la seule France à l'heure où le Japon essaie de rattraper son retard en Afrique par rapport à la Chine.* » L'Observatoire de la langue française évalue à 1,08 million les francophones courants, à 460 000 les francophones occasionnels et à 3,7 millions les apprenants actuels du français en Asie-Pacifique (Moyen-Orient et expatriés francophones exclus).

La langue française est le produit et le symbole de l'histoire et de la culture de la France et de son aire d'influence culturelle. La mondialisation indifférenciée est sans doute en voie de ringardise au profit du goût pour les spécificités authentiques. C'est une chance pour le français, largement diffusé, auquel s'attache une spécificité recherchée.

Le rapport sur la francophonie conclut : *« Il faut dans tous les pays faire le lien avec l'économie et notamment avec nos entreprises qui sont sur place et comprendre que notre langue est plus que jamais un extraordinaire outil de développement de notre diplomatie économique. »* Si cette conclusion est entendue et si le gouvernement français mène enfin une politique cohérente de la langue au service de l'influence du

pays dans le monde et impose cette politique à tous ses acteurs, alors, oui, la francophonie aura un avenir en Asie et contribuera au rayonnement de la France.

*Philippe Delalande*

## Hommage à Abdou Diouf Secrétaire général de l'OIF pendant douze ans

*Abdou Diouf transmettra ses pouvoirs en cet automne 2014, à Dakar, lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement des 77 pays « ayant le français en partage », à l'issue de son troisième mandat de quatre ans au poste de secrétaire général de la Francophonie (OIF).*



A la tête de la république du Sénégal, Abdou Diouf avait succédé au premier président, Léopold Sédar Senghor. Condisciple rue d'Ulm de Georges Pompidou, député du Sénégal au Palais Bourbon, élu parmi les Immortels, sous la Coupole de l'Institut de France, Senghor fut l'un des pères et chantres de cette Francophonie développée depuis 1970 à Niamey, d'abord au sein de l'ACCT.

Abdou Diouf, son disciple, succéda en 2002, à l'Égyptien arabe et copte Boutros Boutros-Ghali, premier secrétaire général de l'OIF, poste créé en même temps que cette organisation très élargie et haussée au niveau des grandes institutions internationales par le sommet de Hanoï, en 1997.

Le grand succès d'Abdou Diouf se mesure au fait que, au moment de lui choisir un successeur, l'opinion de loin la plus répandue est qu'il faut élire un autre ancien président d'un pays du « Sud » ayant réussi à son poste et disposant d'un important réseau d'amitiés dans le monde entier. C'est ce à quoi nos associations ont cherché à contribuer à leur modeste niveau.

À la tête de l'OIF, l'action d'Abdou Diouf est saluée par tant de personnalités du monde entier que nos associations ne peuvent qu'ajouter ce qui leur est propre et, au delà, un commentaire qui sera peut-être original dans le chœur des louanges, parce qu'il porte, au rebours de bien des discours convenus, sur la nature et le degré des relations de la France et des pays francophones du Nord avec les Senghor, Diouf et l'ensemble du remarquable et fragile édifice de la Francophonie.

Nos associations sont reconnaissantes à Abdou Diouf d'avoir donné aux plus actives d'entre elles un statut consultatif auprès de l'OIF, voire des subventions.

Le commentaire porte sur le fait qu'Abdou Diouf a eu, hélas, à déplorer l'insuffisance étonnante et monstrueuse, des moyens et de l'attention accordés à la Francophonie et particulièrement à l'OIF par les pays francophones du Nord.



coopération multilatérale, tous opérateurs confondus – AIF, AUF, AIMF, université Senghor d’Alexandrie, jusqu’à la remarquable réussite de TV5Monde –, ne représente qu’à peine 100 millions d’euros par an... C’est indigne de l’énorme potentiel que l’ensemble de la francophonie mondiale, l’OIF elle-même et sa coopération multilatérale représentent.



Alors même que l’effort financier de la France pour son réseau culturel dans le monde (écoles, lycées, instituts et centres culturels, Alliance française, Mission laïque, instituts de recherche et de soins, filières universitaires...) ne cesse de s’éroder en fait, et que l’aide bilatérale au développement stagne, et est destinée en proportion notable à des pays anglophones ou non francophones.

Les pays francophones du Nord s’oublent, dans ce domaine comme dans d’autres. La Suisse n’y porte aucune passion ; la Belgique est trop prise dans ses difficultés existentielles et ses querelles entre Flamands et Wallons – souvent contournées par le recours au *globish* – pour s’y intéresser vraiment ; les élites dirigeantes françaises aussi, beaucoup trouvant même que la francophonie est une vieille lune, dépassée, inutile, voire à laisser mourir pour que la France puisse mieux s’oublier et se vassaliser à l’Empire ; le Québec s’y accroche encore, avec moins d’illusions qu’au début ; le Canada fédéral n’y est que pour surveiller et « (en)cadrer » le Québec, faire pièce à la France, et s’intéresser aux marchés africains.

Abdou Diouf a même dû, sur le mode si convenable et élégant qui est le sien, écrire en 2013 au Président de la République pour lui faire part de son étonnement et de

**Abdou Diouf veut «s’indigner»  
pour sauver la langue française**

l’inquiétude des pays membres de l’OIF devant le choix de la France de faire passer une large partie de ses universités et grandes écoles à l’enseignement en *globish*...

L’abandon de la langue et de la culture françaises par les tristes et criminels successeurs des médecins et petits marquis de Molière doit être condamné et renversé d’urgence : c’est ce que les francophones étrangers nous suggèrent, nous soufflent ou nous crient.

Heureusement, en France, nos associations ne sont pas les seules à s’intéresser vraiment à la richesse et au potentiel énorme de la langue française et de la Francophonie organisée. À la suite du Québécois Jean-Marc Léger, et des Français Philippe Rossillon et Xavier Deniau, pères de plusieurs institutions pour la langue française au Québec et en France, et – avec des chefs d’État et surtout des intellectuels d’Afrique, d’Amérique, d’Asie et d’Océanie – de plusieurs institutions internationales de la Francophonie, des hommes politiques et des élites encore non dévoyées de gauche et de droite – fort peu du centre – et une trentaine d’associations maintiennent le flambeau.

Il est intéressant de noter que nombreuses sont les personnalités politiques françaises actives pour cette cause qui ont des liens culturels et souvent charnels avec d’autres

pays membres de la Francophonie ou marqués par l'influence culturelle française. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples significatifs, les défunts Michel Jobert avec le



Maroc, Philippe Séguin avec la Tunisie, Maurice Druon avec l'ancienne Russie ; les bien vivants Jacques Attali et Claude Hagège avec la Tunisie et le député Pouria Amirshahi, si actif l'an dernier contre l'article 2 du projet Fioraso, né dans une famille iranienne réfugiée en France après avoir fui le régime de Khomeiny...

Autre recommandation d'Abdou Diouf très mal suivie par nos « responsables mais non coupables » : valoriser plus sérieusement l'énorme potentiel économique de l'espace maritime français de 11 200 000 km<sup>2</sup>, et le potentiel de dialogue des cultures offert par les DOM-COM qui ouvrent cet espace.

Un peu plus, et le grand Sénégalais se serait intéressé aussi à notre projet de centre international de la Francophonie et de la diversité linguistique et culturelle de l'Europe et du monde au château de Villers-Cotterêts...

Hommage à vous, président Abdou Diouf, témoin de potentiel, mauvaise conscience des médiocres parmi nos dirigeants, rappel de leur forfaiture, incitation à persévérer dans nos combats. Statue de Commandeur, non terrible comme pour Dom Juan, mais d'une douceur souriante empreinte d'amertume : merci à vous, Monsieur le président et Secrétaire général !

Les Français vous saluent. Ils vous regretteront.

*Albert Salon, ancien ambassadeur, président d'ALF*



## BRÈVES

### Le sommet des chefs d'état de La Francophonie aura lieu en novembre 2014 à Dakar

C'est la deuxième fois qu'un sommet des chefs d'état et de gouvernement de la Francophonie se réunit au Sénégal. En septembre 1989, Dakar fit suite au premier, tenu à l'invitation du président Mitterrand en février 1986 à Versailles, et au deuxième, en 1987 à Québec. Ce sommet aura pour thème « Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix et acteurs de développement ». Il sera aussi l'occasion de l'élection du nouveau secrétaire général et de la passation de pouvoirs entre Abdou Diouf et son successeur tout juste élu. ALF en rendra compte dans un prochain numéro de ce bulletin.



## Forum mondial de la langue française en juillet 2015 à Liège



Un premier « Forum mondial de la langue française » (FMLF) avait eu lieu en juillet 2012, à Québec et le principe de rééditer ce Forum tous les trois ans y avait été arrêté ; ALF était représentée à Québec et Claude Hagège y avait dénoncé la guerre faite à la Francophonie et lancé un appel à la résistance liée et coordonnée, du Québec, de la France, et des autres grandes communautés de la Francité.

Le thème général des quatre journées de Liège sera « La francophonie créative ». Nous reparlerons en temps opportun de cette grande manifestation et de la participation qu'ALF pourra y prendre.

Si le public cible de ce Forum est constitué par les jeunes francophones de 18 à 35 ans, entrepreneurs, innovateurs ou créateurs, des personnes plus âgées y seront aussi bienvenues, à titre individuel comme au sein d'associations ou d'organismes y participant activement.

## La Bibliothèque nationale du Maroc portée à la tête du réseau francophone numérique

Le directeur de la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc, Driss Khrouz, a été élu secrétaire général du Réseau francophone numérique (RFN), à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de ce dernier, tenue à Berne (Suisse).



Le RFN est un consortium qui a vu le jour en 2006 avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie, conformément à la déclaration de Bucarest (xi<sup>e</sup> sommet de la Francophonie).

Il a pour mission principale de réunir, au sein d'une instance coopérative ouverte, les grandes institutions documentaires de la Francophonie dans la perspective de permettre un accès centralisé à leur patrimoine documentaire menacé de disparition, indique un communiqué de la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc.

En 2008, le portail du réseau, [www.rfnum.org](http://www.rfnum.org), avait été officiellement lancé à l'occasion du XII<sup>e</sup> sommet des chefs d'état et de gouvernement de la Francophonie au Québec.

À ce jour, il est constitué de 25 institutions documentaires patrimoniales, toutes issues de 18 États et gouvernements francophones.

## COURRIER ET OPINIONS

### Nos combats pour la langue ne sont pas toujours perdus d'avance

*Un fidèle lecteur, allemand et membre d'ALF mais vivant en France, nous communique copie de la lettre qu'il a adressée à un dirigeant d'un des grands partis politiques de notre pays :*

En France où je vis « *wie Gott in Frankreich* », vous avez au moins 32 associations qui luttent pour le français et la Francophonie. Pourquoi ne les écoutez-vous pas quand elles vous invitent à employer « **courriel** » à la place de « *mail* » ou « *email* », voire « *mél* » ?

Il en va de même d'« **Info(s)** » ou « Lettre d'info(rmation) » ou « **Nouvelles** » qui devraient pouvoir remplacer partout ce « *newsletter* » qui vous plaît bien trop !

Vous aideriez beaucoup les associations françaises à gagner une bataille, certes de détail, mais symbolique, que je crois utile au redressement d'ensemble de la France. Ces associations, que j'approuve et appuie en cotisant pour l'une d'elles, comme je le fais pour des associations pour l'allemand en Allemagne, mènent des batailles beaucoup plus importantes que sur tels mots pris isolément : consultez le site [www.avenir-langue-francaise.fr](http://www.avenir-langue-francaise.fr). Mais il est des mots qui symbolisent plus que d'autres la vassalisation de l'Europe à l'Empire anglo-saxon. C'est le cas de « *mail* » et de « *newsletter* ».

Or, il me semble qu'en France, plus peut-être qu'en Allemagne ou ailleurs sur le continent, la lutte contre ces mots-symboles peut être gagnée bientôt. Vous autres Français portez aussi une partie des espoirs allemands !

Cette lutte doit mener à une victoire comme ce fut le cas du mot « **ordinateur** » contre « *computer* » (que – je le regrette – les Allemands emploient encore !), et de « **logiciel** » contre « *software* », de « **présentateur** » contre « *speaker* », etc. Je dis : « *Hut ab* », (« chapeau bas ! »).

Je constate qu'il n'y a plus guère de personnes en France qui emploient encore « *computer* ». Vous pouvez très bien réussir à chasser aussi « *mail* », « *email* », et « *newsletter* » !

« **Logiciel** » a même permis (admirons cela !) la création de toute une famille de nouveaux mots : **progiciel**, **ludiciel**, **didacticiel**, etc.

*Ludger Staubach*

*Ne désespérez pas, et imitez ce membre venu d'Allemagne qui nous rappelle de bonnes raisons d'espérer ! Apportez toute votre aide à ce combat qui doit être celui de chacun de nous, mobilisez aussi vos amis !*

*Et, pour faciliter votre chasse au franglais, nous vous recommandons d'avoir toujours à portée de main « Le Petit Dico franglais-français » d'Alfred Gilder ! (Voir page 34.)*

*Albert Salon*

**« Est-il honteux de parler français ? »  
Sans doute, mais seulement en France**

[...] Je constate, curieux des créations publicitaires, surtout lorsqu'elles sont à ce point décalées qu'elles en oublient la réclame du produit, que toutes, sans exception (me prévenir en cas de découverte d'une pépite totalement tricolore !), s'accrochent à l'anglais dans le texte, mais aussi dans l'illustration sonore. Il n'est pas une chanson française digne d'enluminer le message, et ne rien comprendre aux paroles semble être un impératif absolu que la ménagère de Saint-Zéphirin-sur-Gartempe accepte volontiers, sans écouter. Une seule révérence au registre des célébrités nationales, *La Vie en rose*, mais systématiquement interprétée en anglais. C'est plus porteur avec une voix gutturale et noire...

« Est-il honteux de parler français ? » Sans doute, mais seulement en France si l'on écoute la Commission européenne qui préconise dans les mêmes directives technocratiques et autoritaires les langues régionales et celles des peuples migrants. Pourtant, le paradoxe est total, qui fait du français l'une des langues officielles de la Communauté des 28 et le moyen de communication de nos voisins bruxellois. Heureusement qu'une appropriation internationale de notre trésor national confié à l'OIF nous préserve des hérésies hexagonales et communautaires. Bientôt, les forcenés de la locution traditionnelle iront quérir les mots d'usage moderne chez nos cousins québécois qui font preuve d'un grand respect et d'une belle imagination pour pérenniser notre culture commune...

« *Qui pèrd la lenga pèrd soun pais* », dit un slogan occitan que je relève sur une vitrine de Verts écologistes. Ils disent vrai, mais notre pays, c'est la France, non ?

*Marc Rousset*

[www.marcrousset.over-blog.com](http://www.marcrousset.over-blog.com)) 20 avril 2014

**Langue française et français ridicules**

[...] Il est insupportable de la part d'une chaîne qui a pour nom France-Culture (j'imagine que les autres en font autant, mais je ne les écoute pas). La raison de ma plainte est l'utilisation de mots qui n'ont rien à faire dans le discours de vos journalistes ou chroniqueurs.

J'aimerais donc qu'une fois pour toutes vous bannissiez des mots comme *efficient*, ou, summum du ridicule : *box* ! Que ce soit en français ou en anglais, cela ne signifie rien. Ce n'est qu'une opération commerciale parce que ça fait mieux de dire *box* à la place de *modem*. Mais votre indispensable « *boîte* » est un *modem* (modulateur/démodulateur) ! Je vous remercie de passer en revue tous les termes du même genre et de les bannir une fois pour toutes de votre langage.

*Denis Quatrelivre*

*sur le site des auditeurs des radios de Radio-France*

## Union européenne : le processus d'intégration devient un processus de colonisation !

Je suppose que vous permettrez à un vieux monsieur qui a passé sa vie à travailler sur la question de la diversité des langues et des cultures d'intervenir dans le débat auquel nous assistons. Ce qui se joue ici n'est pas d'abord l'accessibilité immédiate dans toutes les langues de l'Union des textes qui nous dirigent, mais la nécessité de repenser chacun de ces textes dans chacune des autres langues que celle de la rédaction initiale. C'est en effet le travail indispensable de recréer dans chacune de nos langues un texte initialement pensé dans une seule qui permet(tra) d'échapper à une hégémonie qui n'est pas seulement de langue. Si la diversité est une des principales richesses de notre Union, comme on le répète volontiers dans les milieux européens, mais sans en tirer aucune conclusion pratique, ce n'est pas parce que nous serions capables, sans délais et sans négliger aucune de nos langues, de traduire ou d'interpréter dans la totalité des langues de l'Union des textes ou des débats, mais parce que chacun pourrait exprimer SA pensée dans SA langue et que les traducteurs et interprètes s'évertueraient à rendre ces propos dans les autres langues. Un texte anglais traduit en allemand ou en italien reste largement un texte anglais, et les versions traduites ou interprétées sont toujours des versions appauvries.

Nous n'avons donc le choix qu'entre accepter de « penser anglais » et de nous soumettre à des modes de vie qui n'ont jamais été les nôtres et, au contraire, accepter les efforts, modérément financiers, mais surtout humains et intellectuels, de franchir des barrières qui nous séparent d'autres langues et d'autres cultures. Mais quelles véritables richesses quand on le fait...

Guy Jucquois  
guy.jucquois@intercommunications.be

## Lettres d'une Québécoise sur le militantisme francophone

*Marie-Mance Vallée, québécoise, milite pour la reconnaissance de la nationalité française aux descendants des Canadiens français d'avant le traité de Paris de 1763, ainsi que pour la francophonie mondiale, les droits des métis du Canada, et l'indépendance du Québec. Elle nous a autorisés à publier ses messages à nos membres Denis Griesmar et Christian Darlot.*

*À Denis Griesmar :*

En effet, dans le parcours parisien sur la Nouvelle-France que vous tentez de mettre sur pied, il y aurait lieu de rappeler qu'il y a des métis au Québec. Qu'ils sont les fondateurs de l'Amérique française ; qu'ils ont parcouru l'Amérique de Québec aux Rocheuses et de Québec au Nouveau-Mexique. C'est ce que je signalais il y a peu à une jeune femme mormone rencontrée par hasard et qui fut fort surprise de notre histoire. Elle étudie le français à l'université, mais est en mission mormone, m'a-t-il semblé.

La communauté métisse du domaine du Roy et de la seigneurie de Mingan vous en serait reconnaissante. Bien sûr, je parle en mon nom personnel. Vous pourriez

communiquer avec notre président-chef pour lui signaler votre intention. Voici son adresse électronique : Jean-René Tremblay, *jrmctis@videotron.ca*. C'est, bien sûr, un Tremblay (sourire)...

### *À Christian Darlot :*

Washington, l'assassin de Jumonville (c'est ainsi que ma grand-mère Adélaïde l'appelait), est une histoire qui s'est racontée de génération en génération chez nous.

Grand-mère nous racontait aussi comment sa famille qui vivait dans un clan sur les bords de la rivière Saint-Jean en Acadie avait dû fuir de nuit, avec armes et bagages, enfants, vieillards, malades pour Cacouna et accompagnée de nos frères micmacs et malécites. En effet, ils avaient appris que les *English* déportaient les Acadiens. Et on voudrait qu'on ne se souvienne pas ?

Mais la vengeance est douce au cœur de l'Indien, dit-on. En effet, comme les *English* (Américains d'aujourd'hui) gagnaient toujours du terrain sur NOUS, nous devions nous défendre et, avec l'aide des Indiens, nous faisons des razzias en territoire ennemi. C'est avec une joie certaine que ma grand-mère nous racontait ces hauts faits d'armes, tous assis (huit enfants, y compris des cousins et des cousines) à l'indienne autour d'elle. Voici l'un d'eux issu de la tradition orale familiale.

Pour se protéger de nos attaques, les fermiers anglais gardaient des chiens (système d'alarme de l'époque) qui les préviendraient dans le cas d'une attaque-surprise. Nos ruses et nos dispositions guerrières nous permettaient de nous approcher sans bruit, et nous attrapions les chiens puis nous nous poussions plus loin pour les faire rôtir et nous les mangions. Bien sûr, ensuite, nous passions à l'attaque. Je n'oublierai jamais ces faits d'armes.

Ma grand-mère qui était née au XIX<sup>e</sup> siècle avait certainement entendu raconter les horreurs de la conquête (vols, viols, incendies, assassinats, etc.). Elle voulait sans doute nous donner des leçons de fierté.

Et la propagande canadienne et québécoise nous recommande tous les jours de « tourner la page ». « Y a rien là », dit-on.

Que nous reste-t-il de cette histoire glorieuse ? Notre langue. Mais jusqu'à quand ? Que sommes-nous devenus ? Que de lâchetés !

Une chose est certaine, chez moi, on ne déblatérerait jamais sur les Français, au contraire. Nous étions très liés, malgré tous les événements malheureux survenus. Lorsque Gilbert de La Fayette a débarqué en Amérique, ma grand-mère nous racontait que les nôtres étaient convaincus qu'il était venu pour nous sauver. Hélas ! [...]

*Marie-Mance Vallée (mai 2014).*

M-M. Vallée est métisse du domaine du Roy et de la seigneurie de Mingan. De souches malécite et acadienne (grand-mère maternelle), de souche algonquine (grand-père, côté maternel), de souche montagnaise (grand-mère, côté paternel), de souche onontaguée, l'un des cinq feux de la grande nation iroquoise et tribu initiatrice de la Grande Paix de Montréal de 1701 (grand-père, côté paternel), de souches françaises (picarde et normande). Ce qui explique sans doute ses yeux bleus, à moins qu'elle ne les doive, en tant que Montagnaise, à Éric le Rouge, un Scandinave, qui venait pêcher la morue sur les bancs de Terre-Neuve. Qui sait ?

## L'imposition de l'anglo-américain, volonté politique des États-Unis

*Charles Durand est un universitaire français, informaticien, membre d'ALF, auteur de La Nouvelle Guerre contre l'intelligence. Il dirigea l'Institut francophone d'informatique d'Hanoi (IFI), créé dans les années 1990 sous l'égide de l'AUF, principalement avec des crédits du ministère de la Coopération.*

Je ne pense pas exagérer le rôle des Étatsuniens dans les progrès de l'anglomanie que nous observons. Il y a ce que je décris dans mes bouquins et mes articles et, ensuite, le rôle joué par nos soi-disant élites qui font partie, très souvent, du corps des élites soigneusement choisies et cultivées durant de longues années par le département d'État américain et ses diverses « fondations » et ONG.

Il suffit d'avoir un poste important pour être courtisé par ces fondations qui, ensuite, vont choisir leurs candidats pour des postes où se décide véritablement l'avenir de notre pays, que ce soit dans la politique ou l'éducation. Elles vont ensuite les pousser par le biais des médias totalement inféodés aux intérêts étatsuniens. Il était souvent moins cher dans les années 1950 et 1960 pour les États-Unis d'acheter des journalistes que des prostituées de luxe pour amuser les hommes d'affaires en célébration de la signature d'importants contrats. Résultat des courses : un R. Descoings pour jouer les anglomanes de service à Sciences Po, un président Hollande qui est un « *young leader* » de la French-American foundation, des ministres comme Fioraso ou Péresse, etc.

Il n'est pas essentiel que ces gens-là parlent anglais. Le principal est qu'ils soient convaincus de la supériorité intrinsèque de "l'Amérique" et qu'ils pensent que les Étatsuniens nous veulent du bien. En fait, si les gens parlaient anglais vraiment couramment, ils seraient parfaitement au courant des magouilles du département d'État et des actions déployées tous azimuts par des agences comme la CIA pour recruter des collabos. Cela marche à l'échelle du continent européen, comme les récents événements en Europe de l'Est nous l'ont encore confirmé, mais aussi à la BCE et à la Commission européenne. Une véritable conquête des esprits est en place. Elle a été entreprise de l'extérieur. On peut véritablement parler de « troupes d'occupation mentale » pour nos prétendues élites.

Jamais, depuis De Gaulle, notre pays n'a été autant noyauté par des collabos stipendiés ou convaincus de poursuivre les intérêts étatsuniens au détriment de ceux de notre pays. Quant à l'Observatoire européen du plurilinguisme, je connais C. Tremblay, qui m'avait fait inviter à Paris pour participer à une conférence en 2005. Je reçois régulièrement ses communiqués. Je ne l'ai jamais pris en flagrant délit de dire des sottises. Ce sont des gens sérieux mais je crois qu'ils sous-estiment l'action américaine pour défendre et maintenir coûte que coûte les intérêts étatsuniens chez ceux qui s'imaginent naïvement que nos intérêts se confondent avec ceux du « bloc occidental ».

Tout le reste ressort, à mon avis, de relations de cause à effet comme j'ai pu le constater durant ma carrière de plus de vingt ans dans le monde universitaire.

*Charles Durand*



## La richesse d'un vocabulaire qui se perd

*Un de nos adhérents, périgourdin, Jean de Bruchard, nous a fait part de son plaisir à relire L'Albine, de Fernand Dupuy, dont il a particulièrement apprécié un passage qui témoigne de la richesse du vocabulaire de notre langue, richesse dont la connaissance se perd de plus en plus...*

*L'auteur du livre, ancien instituteur en Périgord (et ultérieurement élu communiste en Île-de-France), s'adresse à ses petits-enfants : « Tu le sais, bien sûr depuis longtemps, le coq chante, cocorico, la poule caquète, le chien aboie, quand le cheval hennit et que beugle le bœuf et meugle la vache, l'hirondelle gazouille, la colombe roucoule et le pinson ramage. Les moineaux piaillent, le faisan et l'oie criaillent quand le dindon glousse. La grenouille coasse mais le corbeau croasse et la pie jacasse. Et le chat, comme le tigre, miaule, l'éléphant barrit, l'âne braie, mais le cerf rait. Le mouton bêle évidemment et bourdonne l'abeille. La biche brame, quand le loup hurle.*

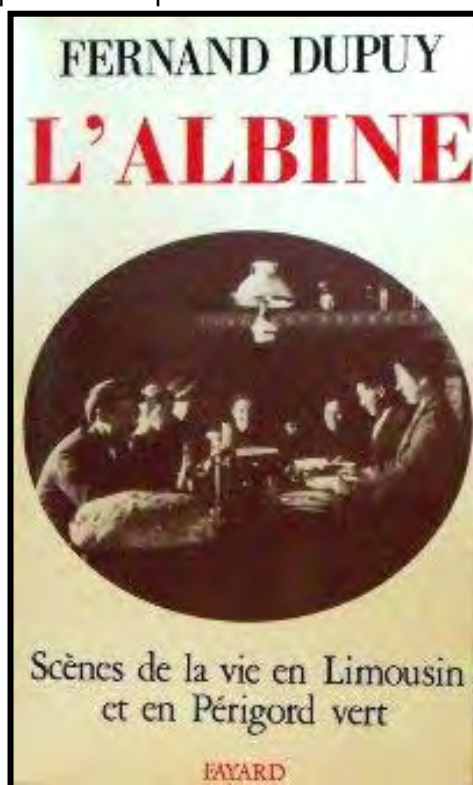
*« Tu sais, bien sûr, tous ces cris-là mais sais-tu ? Sais-tu ? Que le canard nasille – les canards nasillardent – ! Que le bouc ou la chèvre chevrote ; que le hibou hulule, mais que la chouette, elle, chuinte ; que le paon braille, que l'aigle trompète. Sais-tu ? Que si la tourterelle roucoule, le ramier caracoule et que la bécasse croule, que la perdrix cacabe, que la cigogne craquète et que si le corbeau croasse, la corneille corbine et que le lapin glapit quand le lièvre vagit. Tu sais tout cela ? Bien. Mais sais-tu, sais-tu ? Que l'alouette grisole, tu ne le savais pas.*

*« Et peut-être ne sais-tu pas davantage que le pivert picasse. C'est excusable ! Ou que le sanglier grommelle, que le chameau blatère et que c'est à cause du chameau que l'on déblatère ! Tu ne sais pas peut-être que la huppe pupule. Et je ne sais pas non plus si on l'appelle en Limousin la pépue parce qu'elle pupule ou parce qu'elle fait son nid avec de la chose qui pue. Qu'importe ! Mais c'est joli : la huppe pupule !*

*« Et encore sais-tu ? Sais-tu que la souris, la petite souris grise, devine ! La petite souris grise chicote. Avoue qu'il serait dommage d'ignorer que la souris chicote et plus dommage encore de ne pas savoir, de ne pas savoir que le geai, que le geai cajole ! Sais-tu que la mésange zinzinule ! Comme la fauvette d'ailleurs. »*

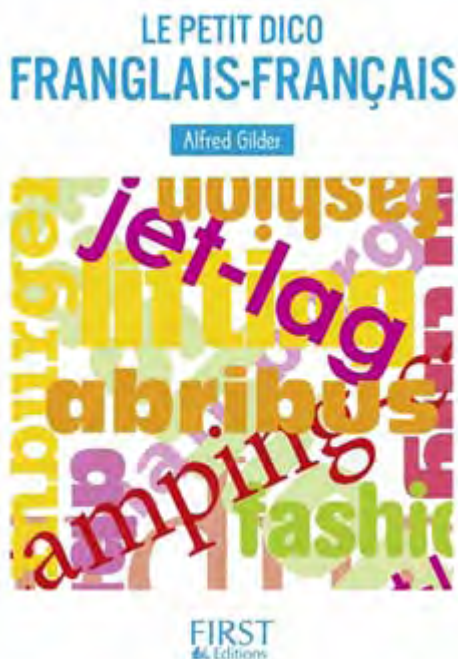
**L'Albine : Scènes de la vie en Limousin et en Périgord vert est paru chez Fayard, en 1977 et se trouve encore sur de nombreux sites de vente de livres d'occasion.**

*Jean de Bruchard, Castelnau-La Chapelle*



## PARUTIONS SIGNALÉES

### Le Petit *Dico* *franglais-français*



*Private equities, EBITDA, hedge funds, cash flow, junk bonds, rating, dead line, fooding, hard discount, co-branding, low cost, marketing, flyer, corporate, subprimes, benchmarking...* Avez-vous compris le sens exact de tous ces mots et de tant d'autres venus d'outre-Atlantique ? Sinon, méfiez-vous : cela peut être grave et vous coûter cher. Préférez café-couette à bed and breakfast, Ludopole à Disneyland et aubette à abribus. Réapprenez à parler français correctement !

À l'heure où la crise économique angoisse les Français, la lecture de cet ouvrage utile et éclairant donne une résonance profonde à ces mots d'Albert Camus : « *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde.* »

Très pratique (12 x 8,5 cm), c'est vraiment une bonne arme de poche contre les termes franglais les plus courants ! Pour faciliter votre chasse au franglais, nous vous recommandons vivement d'avoir toujours à portée de main *Le Petit Dico franglais-français*. Il est écrit avec humour, ce qui ne gêne rien !

L'importance et la portée du livre d'Alfred Gilder ont justifié qu'il soit préfacé par Abdou Diouf.

« *Le Petit Dico franglais-français* » Alfred Gilder, éd. First, Paris, 2014

### eLe Grand Dictionnaire terminologique (GDT)e

Le saviez-vous ? *Le Grand Dictionnaire terminologique* (GDT), outil vedette de l'Office québécois de la langue française, est offert en version mobile. Les mobinautes peuvent ainsi consulter le GDT à l'aide de tout type de téléphone « intelligent » en étant toujours assurés d'une lisibilité maximale. En proposant un outil adapté aux réalités techniques actuelles, l'Office permet aux usagers d'avoir facilement accès, en tout temps, aux millions de termes liés à quelque deux cents domaines d'activité que contient cette substantielle banque de données terminologiques.

Pour consulter la version mobile du GDT, utilisez l'adresse [gdt.oqlf@gouv.qc.ca](mailto:gdt.oqlf@gouv.qc.ca).

C'est gratuit !

## La France en Amérique du Nord et en outre-mer



Alain Ripaux, président de Visualia, vice-président de Frontenac Amériques et membre de la Commission franco-qubécoise sur les lieux de mémoire communs, nous fait d'abord découvrir les pays francophones d'Amérique : Canada, Québec, Acadie, Louisiane, les autres communautés francophones du continent, et Haïti. Thèmes développés : langue française, histoire, grandes heures de l'Amérique française, personnages majeurs, vie culturelle, Amérindiens et francophonie. Sont traitées aussi les relations avec la France, le voyage historique du général de Gaulle en 1967 et les réactions suscitées.

Une deuxième partie est consacrée à la France d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane française, Saint-Pierre-et-Miquelon, étendue à Maurice, aux Seychelles, à la Réunion, à Mayotte, à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et aux Terres australes et antarctiques.

Les mêmes thèmes y sont développés, ainsi que l'esclavage et son abolition.

*Alain Ripaux, éd. Visualia, Québec ; préface d'Henri Réthoré, ancien ambassadeur de France, 280 pages, édition illustrée de documents anciens et de timbres. 24 € + 4 € de port. Commandes chez l'auteur : Alain Ripaux, 49, rue Belgrand, 75020 Paris. Courriel : [alain.ripaux@laposte.net](mailto:alain.ripaux@laposte.net) ; téléphone : 06 09 44 95 34*

## Le français – Une passion nationale

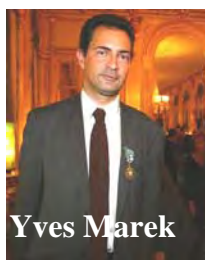
*« Si nous reculons sur notre langue, nous serons emportés purement et simplement. C'est à travers notre langue que nous existons dans le monde autrement que comme un pays parmi les autres. »*  
Georges Pompidou

*Vingt ans après la loi Toubon, quarante ans après la mort de Georges Pompidou, Yves Marek revient sur l'aventure des combats pour la langue française et la francophonie, sur leur actualité, la compétition des langues dans le monde, et le rapport des Français à la langue française.*

Le plus souvent méprisée par les dirigeants résignés au tout-anglais, notre langue est chérie par le peuple. Parfois négligée par les Français, elle véhicule des émotions puissantes et a ses amoureux inconditionnels au Québec, en Afrique, au Maghreb.

Le français, c'est une véritable passion populaire, une passion nationale, un bien partagé qui tient une place centrale dans la construction de l'identité française. Elle a ses amoureux





Yves Marek

inconditionnels au Québec, en Afrique, au Maghreb et partout dans le monde. Loin d'être un combat d'arrière-garde, la question du français apparaît comme un révélateur pour comprendre l'opinion, les guerres civiles larvées qui agitent notre pays, les enjeux de l'identité française face à l'Europe, à la mondialisation et pour faire prendre conscience de la manière dont les Français pourraient réviser leur rapport au monde et retrouver la confiance.

*Le français – Une passion nationale, Yves Marek, 128 pages, 14 €, éd. Economica, Paris 2014*

*Yves Marek est un ancien ambassadeur, ancien conseiller au cabinet du ministre Jacques Toubon, lors de l'examen et du vote de la loi du 4 août 1994, dite loi Toubon.*

## Mille ans de langue française

Placé sous le signe de la passion, on trouve en format de poche la réédition de *Mille ans de langue française*, dirigé par Alain Rey. La langue française est au cœur de la vie quotidienne de ce grand amoureux de notre langue. Quoi de plus naturel alors pour lui que d'en raconter la lente et minutieuse évolution des origines à nos jours. Une entreprise ambitieuse réalisée avec le concours des deux chartistes et universitaires Frédéric Duval et Gilles Siouffi. Dans le premier tome, les auteurs racontent les origines multiples de la langue française : ce sont les mots venus avec les peuples qui ont occupé le territoire, la politique, la société, les traditions, les haines, les religions, les animaux, les vêtements, la nourriture, etc.



Cette histoire du *sentiment de la langue française*, pour reprendre la formule qui a conduit, de page en page, l'élaboration de cet ouvrage, est vaste et ample. Elle commence avant même la conquête romaine et se déploie localement : chaque village, chaque région a son langage, son « dialecte » qui conserve la trace de son passé.



Alain Rey

Le premier volume, « *Des origines au français moderne* », ordonne les grandes dates de cette histoire et met en scène quelques-uns de nos grands écrivains dans leurs péripéties avec l'Académie française, gardienne de la langue... Dans le second volume, « *Nouveaux destins* », le français rayonne au-delà de ses frontières d'origine et s'impose, à l'instar des autres langues de la colonisation, à des peuples très éloignés de lui, engendrant ainsi de nouvelles cultures, et parfois de nouveaux parlars.

*Mille ans de langue française, par Alain Rey, Frédéric Duval et Gilles Siouffi, 2 tomes, 12 € & 11 €, éd. Perrin, 2011, collection Tempus.*